

## Biden lève les sanctions Ã l'encontre des procureurs de la CPI imposées par Trump

### Description

Par Michaël Aria, le 5 avril 2021

*L'administration Biden a levé les sanctions imposées par l'ancien président Donald Trump qui pesaient sur deux procureurs de la CPI. Le lobby pro-Israël est mécontent.*



Fatou Bensouda

L'administration Biden a levé les sanctions imposées aux procureurs de la Cour pénale internationale (CPI), Fatou Bensouda et Phakiso Mochochoko. L'ancien président Donald Trump avait imposé ces sanctions par décret en juin 2020, après l'annonce que la Cour allait enquêter sur d'éventuels crimes de guerre commis par les États-Unis en Afghanistan. La CPI a également lancé une enquête pour déterminer si Israël avait commis des crimes de guerre en Palestine.

Le secrétaire d'État Antony Blinken a annoncé cette décision le 2 avril, tout en indiquant clairement que l'administration Biden continuait de s'opposer à ce que la CPI enquête sur les États-Unis et Israël. « Nous continuons à être en profond désaccord avec les actions de la CPI relatives aux situations afghane et palestinienne », [est-il écrit](#) dans son communiqué de presse. « Nous maintenons notre objection de longue date aux efforts de la Cour pour affirmer sa compétence sur le personnel d'États non-parties tels que les États-Unis et Israël. Nous pensons toutefois que nos préoccupations concernant ces affaires seraient mieux traitées si toutes les parties prenantes s'engageaient dans le processus de la CPI plutôt qu'en imposant des sanctions ».



La présidente de l'Assemblée des États parties à la CPI, Silvia Fernandez de Gurmendi, a salué la nouvelle par une déclaration dans ces termes : « J'ai confiance dans la possibilité que cette décision marque le début d'une nouvelle phase de notre engagement commun à lutter contre l'impunité de ces crimes ». « L'Assemblée et ses organes subsidiaires se sont toujours félicités de la participation des États-Unis, et en fait de tous les États, à leurs travaux, et ont encouragé une coopération fructueuse avec les activités de la Cour ».

Les États-Unis ne sont pas un pays membre de la CPI.

### Israël et la CPI

Peu après que M. Trump ait imposé des sanctions à la CPI, Barak Ravid d'Axios a signalé que l'ancien secrétaire d'État Mike Pompeo s'attendait à être rendu en Israël afin que cette décision soit coordonnée avec le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu. Les médias israéliens rapportent que M. Netanyahu tiendra une réunion demain pour déterminer si Israël participera à l'enquête ou la boycottera. Le gouvernement a jusqu'à vendredi pour répondre à une lettre de la CPI qu'il a reçue au sujet de l'enquête.

Si la décision de l'administration Biden a été saluée par les groupes de défense des droits humains, un certain nombre d'organisations pro-israéliennes ont condamné. « Nous sommes déçus que l'administration révoque les sanctions contre les fonctionnaires de la CPI qui poursuivent une attaque discriminatoire et sans fondement contre l'État juif », lit-on dans un tweet du compte Twitter de l'AIPAC. « Nous approuvons la position de l'administration selon laquelle la Cour n'a pas de compétence sur les États-Unis ni sur Israël ».



Au début de cette année, Netanyahu a incité Biden à laisser les sanctions en place. « Lors de mon appel téléphonique avec le président Biden, nous avons parlé de l'obligation morale de protéger nos troupes contre ceux qui tentent de diffamer leur moralité par de fausses allégations », a-t-il déclaré lors d'un office dédié aux soldats israéliens en février.

Source : [Mondoweiss](#)

Traduction SF pour l'Agence Média Palestine

## Tags

1. Biden
2. Cour pénale internationale
3. CPI
4. Fatou Bensouda
5. Phakiso Mochochoko
6. procureurs
7. sanctions
8. Trump

**date créée**  
2021/04/07